

## Royaume-Uni/Politique

## Brexit : en visite en Ecosse, Johnson attend un geste de l'UE

AFP

Londres/Royaume-Uni

Mais pour l'heure, pas question pour Bruxelles de renégocier l'accord de retrait.

LE Premier ministre britannique Boris Johnson a fait savoir hier qu'il attendait un geste des Européens en faveur de la réouverture des négociations sur le Brexit, lors de sa première visite officielle en Ecosse, censée promouvoir l'union du Royaume déchiré face à la perspective d'une sortie de l'UE sans accord.

Boris Johnson "veut évidemment rencontrer les dirigeants européens et négocier mais pas pour qu'on (...) lui dise que l'UE ne peut pas réexaminer l'accord de retrait", a déclaré hier une porte-parole du Premier ministre.

"L'accord de retrait a été rejeté à plusieurs reprises par le Parlement (britannique) et il est évident qu'il ne sera pas adopté sous sa forme actuelle. Cela doit changer s'il doit y avoir un accord", a-t-elle poursuivi. Le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel ont tous deux invité Boris Johnson à leur rendre visite, mais ce dernier n'a pas annoncé de voyage à l'étranger avant le sommet du G7 fin août en France.

L'Union européenne a elle prévenu le dirigeant britannique que



Malgré l'intransigeance de l'Union européenne, le nouveau Premier britannique Boris Johnson continue d'entretenir l'espoir d'un nouvel accord sur le Brexit.

ses demandes de renégocier l'accord noué par l'ex-Première ministre Theresa May étaient "inacceptables".

Face à cette impasse, Carolyn Fairbairn, directrice générale du CBI, la principale organisation patronale britannique, a pressé hier les entreprises d'accélérer les préparatifs pour faire face à "la possibilité sérieuse" d'un Brexit sans accord, redouté des milieux d'affaires.

"Il y a une très bonne chance que nous puissions obtenir un accord et c'est ce que nous visons", a pourtant continué d'affirmer hier aux journalistes Boris Johnson, en déplacement en Ecosse, où il veut promouvoir l'union du Royaume-Uni.

Le nouveau Premier ministre conservateur a promis que le pays quitterait

l'UE le 31 octobre, avec ou sans accord avec Bruxelles.

**UN ROYAUME-UNI DE-SUNI ?** • Après le nord de l'Angleterre le week-end dernier, l'Ecosse est la deuxième étape d'une tournée qui doit le conduire également au pays de Galles et en Irlande du Nord, afin de tenter d'obtenir des soutiens sur le Brexit et de donner tort à ceux qui agitent la menace d'une dissolution de l'union.

Le Royaume-Uni est "une marque mondiale et ensemble nous sommes plus en sécurité, plus forts et plus prospères", devrait-il déclarer, selon un communiqué de ses services.

Mais l'Ecosse a voté pour rester dans l'Union européenne au référendum de 2016, et la Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, a besoin d'une

"option alternative" à la stratégie de Brexit de M. Johnson.

Les Ecossais se sont déjà prononcés sur l'indépendance de leur nation en septembre 2014, et le "non" l'avait emporté à 55%.

Mais c'était avant la décision du Brexit. Nicola Sturgeon, qui dirige le parti séparatiste SNP, a récemment averti que le Parlement écossais pourrait légiférer dans les prochains mois sur un vote pour quitter le Royaume-Uni.

**NOUVEAUX INVESTISSEMENTS LOCAUX** • De son côté, le Premier ministre irlandais Leo Varadkar a prévenu qu'un Brexit sans accord pourrait mener à une réunification entre la République d'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord.

"Nous discutons avec les Ir-

landais aujourd'hui de ce que nous voulons faire", a assuré hier Boris Johnson, avant d'ajouter : "Nous sommes très confiants qu'avec de la bonne volonté des deux côtés, deux entités politiques matures, le Royaume-Uni et l'Union européenne, pourront parvenir" à trouver un accord. De nombreux parlementaires britanniques sont aussi opposés à un Brexit sans accord et pourraient être tentés de renverser le gouvernement Johnson pour l'empêcher.

Voyant le Brexit comme "une énorme opportunité économique", M. Johnson a annoncé hier de nouveaux investissements de 332 millions d'euros en Ecosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord.

"Quand les gens ont voté pour quitter l'Union européenne, ils n'ont pas seulement voté contre Bruxelles mais aussi contre Londres", a-t-il argué samedi lors d'un discours à Manchester (nord-ouest de l'Angleterre), en référence aux régions qui se sentent délaissées et ont voté en faveur d'une sortie de l'UE lors du référendum de 2016.

Il a aussi assuré qu'il allait intensifier les négociations sur les accords commerciaux post-Brexit, mettre en place des ports francs pour stimuler l'économie, donner plus de pouvoirs aux communautés locales et renforcer les infrastructures de télécommunications et de transport.

## A travers le monde

## • Brésil/Violences. 52 morts dans des affrontements entre détenus

Au moins 52 détenus ont été tués hier lors d'une mutinerie dans une prison d'Altamira, dans l'Etat brésilien du Para (nord), ont annoncé les autorités locales, précisant que 16 d'entre eux avaient été décapités.

## • Chine/Politique. Li Peng : l'hommage de Xi Jinping



Le président chinois Xi Jinping s'est incliné hier devant la dépouille mortelle de Li Peng, l'ancien Premier ministre connu pour sa responsabilité de premier plan dans la répression des manifestations de juin 1989 à Pékin.

## • Israël/Politique. Législatives : union des partis d'extrême-droite

Deux partis d'extrême droite israélienne sont parvenus hier à un accord pour la formation d'une liste commune en vue des élections législatives de septembre. Dans le système proportionnel israélien, le seuil d'éligibilité est fixé à 3,25% de l'ensemble des voix.

## • Roumanie/Justice. Un assouplissement controversé du code pénal déclaré inconstitutionnel

La Cour constitutionnelle de Roumanie a invalidé hier des assouplissements controversés du code pénal adoptés par la majorité de gauche, sur fond d'émoi suscité ce week-end par le meurtre de deux adolescentes. Les neuf juges ont "décidé à l'unanimité que ces projets sont inconstitutionnels dans leur ensemble", a indiqué la Cour dans un communiqué.

## • Russie/Politique. L'opposant Navalny "empoisonné"

L'opposant numéro un au Kremlin Alexeï Navalny, transféré dimanche de la prison où il était incarcéré vers un hôpital, a été "empoisonné" par "une matière chimique inconnue", a affirmé hier son avocat, sur fond de regain de la répression du mouvement de contestation.

## • Syrie/Conflit. Cinq jihadistes de l'EI tués dans l'est

Au moins cinq jihadistes du groupe Etat islamique (EI) ont été tués hier dans l'est de la Syrie dans une frappe aérienne de la coalition internationale dirigée par Washington, a indiqué le porte-parole de la coalition.

## Afghanistan/Après une attaque contre un candidat

## La campagne en vue de la présidentielle débute dans la peur

AFP

Kaboul/Afghanistan

Vingt personnes ont trouvé la mort dans l'assaut contre les bureaux d'Amrullah Saleh, un colistier du président Ashraf Ghani.

LES candidats à la présidentielle en Afghanistan démarrent leur campagne dans la peur au lendemain d'une sanglante attaque contre les bureaux d'Amrullah Saleh, un colistier du président afghan Ashraf Ghani, connu pour ses positions hostiles aux talibans.

L'attentat de dimanche, commis à Kaboul le jour même du début de la campagne pour l'élection présidentielle prévue le 28 septembre, a fait 20 morts et 50 blessés, pour la plu-

part des civils, selon un nouveau bilan publié hier par le ministère de l'Intérieur.

L'attaque, non revendiquée, a alarmé la classe politique afghane. Elle a visé les bureaux de l'Afghanistan green trend (AGT), un mouvement politique fondé par Amrullah Saleh, présent sur la liste d'Ashraf Ghani en position de premier vice-président, et ne s'est achevée que tard dans la nuit au terme de presque six heures de combats entre assaillants et forces de l'ordre.

"La plupart des candidats s'inquiètent de la sécurité, mais il faut qu'ils fassent campagne", a réagi Mohammad Hakim Torsan, un petit candidat dont les chances de succès paraissent maigres.

"Le gouvernement n'a pas fait attention à la sécu-

rité des candidats", accuse Qadir Shah, le porte-parole de Hanif Atmar, l'un des principaux adversaires du président Ghani.

Outre Hanif Atmar, douze autres candidats ont retardé le lancement de leur campagne du fait de l'insécurité, mais aussi en signe de protestation. Ils estiment que le chef de l'Etat afghan, qui brigue un second mandat, profite de son statut actuel pour pousser son avantage, a indiqué M. Shah.

D'après Nasrat Rahimi, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, les forces de sécurité se sont pourtant préparées pour l'élection depuis huit mois et ont pris des "mesures sérieuses" pour protéger les candidats, à qui des voitures blindées ont notamment été fournies.

Aucun groupe insurgé n'a

revendiqué l'attaque de dimanche. Un porte-parole des talibans n'a pas répondu aux questions de l'AFP.

**EVACUE A TEMPS** • Les précédents scrutins en Afghanistan ont été marqués par des attentats sanglants, les talibans et d'autres groupes extrémistes, notamment la branche afghane du groupe Etat islamique (EI), s'efforçant de déstabiliser la fragile démocratie afghane.

Présent dans ses bureaux, M. Saleh, ex-ministre de l'Intérieur et ancien chef des renseignements, connu pour ses positions extrêmement hostiles aux talibans, a pu être évacué à temps par son service de sécurité.

Sur son compte Twitter, l'AGT avait rapidement

fait savoir que M. Saleh, qui figure sur le trio formant la liste électorale du président-candidat Ghani en position de premier vice-président, allait "bien".

Des photos l'ont d'abord montré portant un bandage ensanglanté au bras droit. Puis, plus tard, sans aucun bandage.

La présidentielle, initialement prévue le 20 avril, a déjà été reportée deux fois. Les Afghans se déclarent sceptiques quant à la transparence du scrutin, tant celui de 2014 avait été entaché de fraudes.

Hanif Atmar, l'ancien conseiller ès sécurité de M. Ghani, et douze autres candidats ont menacé de boycotter le scrutin si la communauté internationale ne s'assure pas qu'il est "propre".